Philippe Poutou, un ouvrier candidat contre le monde des politiciens

mercredi 8 février 2017, par [SARRAUTE Denise](#) (Date de rédaction antérieure : 2 février 2017).

Le cirque des primaires, de droite puis de « gauche », est passé... Le capitalisme n'a pas à trembler, il sera bien protégé !

Il y a quelques mois, comme une entrée en matière de ce qui allait nous attendre, on nous a d'abord bassinés avec Macron et sa politique autrement... alors qu'il est comme tant d'autres politiciens un serviteur assidu des patrons et des financiers qu'il a bien contentés quand il était ministre. Il arrive à nous dire malgré tout, les yeux dans les yeux, qu'il ne serait ni de droite ni de gauche... après avoir contribué, entre autres, à la généralisation du travail dominical.

Fillon, la droite exemplaire... des magouilles et des affaires

Puis, certainement pour continuer à nous faire rire, la primaire de la droite est arrivée. Évidemment, après un quinquennat comme celui d'Hollande qui a distribué des milliards d'euros au patronat, fait voter la loi travail et expulsé plus de sans-papiers que sous le mandat de Sarkozy, il fallait pour la droite monter d'un cran dans la réaction. Voilà donc sorti du bois le vertueux Fillon, adepte de la Manif pour tous qui veut « défendre les valeurs françaises » et les partager « avec tous ceux qui dans leurs différences, aiment la France »...

Logiquement, il a donc décidé d'appliquer ses valeurs à sa famille. Et voilà donc que le gars, droit dans ses bottes, le candidat exemplaire de la droite à la présidentielle, se trouve pris les mains dans le pot de confiture. Mercredi dernier, une enquête préliminaire a donc été ouverte par l'Office central de lutte contre la corruption et les infractions financières et fiscales avec, comme chefs d'accusation « détournement de fonds publics, abus de biens sociaux et recel de ces délits »... Et pourquoi ? Parce qu'il semble que le poste d'attachée parlementaire de Pénélope Fillon, femme de François, ainsi que son poste de collaboratrice à une revue aient été fictifs ! Par contre, ce qui n'est pas fictif, c'est l'indécence des sommes qu'elle aurait touchées : un petit salaire de départ à 3 900 euros brut pour finir à 7 900 euros. Pas si mal, surtout si c'était pour buller pendant une dizaine d'années... Le compte est bon !

Hamon croit-il vraiment qu'il va nous refaire le coup ?

Pour finir, Hamon est donc sorti gagnant de la primaire du PS et de ses alliés grâce paraît-il à son profil « plus à gauche ». Et il faut avouer qu'il a plutôt bien rusé le Benoît, à tel point qu'il a même failli nous faire croire qu'il était dans les cortèges de tête des manifs contre la loi travail ou qu'il a bloqué des raffineries au printemps dernier, tellement il a voulu se démarquer du gouvernement Hollande. Bien sûr, il était moins risible dans sa tâche que Valls qui nous a dit main sur le cœur que lui président, c'en serait fini du 49-3, après en avoir usé trois fois en quelques mois ! Mais pourtant, nous n'avons pas la mémoire courte : Hamon a participé à ce quinquennat, il a même été ministre à deux reprises, dont celui de l'Éducation nationale, et comme à Hollande, on a toujours aujourd'hui envie de lui demander où sont les 60 000 postes annoncés ?

Alors, Hamon essaye de nous endormir : un revenu universel de 750 euros pour tous. Mais qui pourrait vivre avec une telle somme ? Et pour prétendument « résorber la grande précarité » ? Pour Hamon, une mesure vraiment radicale serait donc de nous laisser moyennement précaires, voire pour les plus chanceux petitement précaires, et de nous résoudre au chômage de masse, aux bas salaires et aux licenciements comme moyens de pression permanent sur les salariéEs et la jeunesse.

À nous de leur infliger une bonne claque sociale !

C'est sur toutes ces vaines promesses sociales et cette réaction décomplexée que se développe la gangrène du Front national. C'est pourquoi, dès maintenant, nous devons préparer le premier tour social. Celui qui, avant l'élection présidentielle, donnera le ton ; celui de celles et ceux qui usent réellement leur vie, qui la passent à se tuer au boulot pour des salaires de misère ; celui de notre camp social qui n'a que sa force de travail pour survivre.

Nous avons expérimenté au printemps dernier les premiers signes de convergence de lutte. Un an plus tard, montrons à tous ces profiteurs professionnels, capables de nous promettre la lune dans leur programme et de nous faire suer sang et eau quand ils sont au pouvoir, que ce n'était qu'un tour de chauffe. SalariéEs de la FNAC des Champs-Élysées à Paris, hospitalierEs de la clinique des Ormeaux à Tarbes, étudiantEs contre les fusions des universités, enseignantEs de l'éducation prioritaire, salariéEs de Pôle emploi (appelés à se mettre en grève les 6 et 7 mars) ou bien encore les personnels de la santé (appelés eux aussi à la grève le 7 mars)... Maintenant c'est touTEs ensemble qu'il faut y aller, reprenons la rue ! C'est ce message que Philippe Poutou, candidat du NPA à l'élection présidentielle, portera durant toute la campagne.

Denise Sarraute

P.-S.

* Hebdo L'Anticapitaliste - 369 (02/02/2017) :

<https://npa2009.org/actualite/politique/un-ouvrier-candidat-contre-le-monde-des-politiciens>